

Domaine Public DP

J.A. 1000 Lausanne 1 No 839 / 6.10.86
Hebdomadaire romand Vingt-quatrième année

24 ans

La politique n'est plus ce qu'elle était

La politique passionne de moins en moins les Suisses. Un fait connu et reflété par un abstentionnisme en progression constante. Un fait confirmé par les derniers résultats d'un sondage Univox (voir encadré) :

Aux dernières élections fédérales de 1983, 53% des citoyens se déclaraient proches d'un parti politique ; ils ne sont plus que 45% aujourd'hui. Ces dernières années, c'est surtout le parti socialiste qui a vu chuter sa popularité ; actuellement tous les partis gouvernementaux sont touchés : en trois ans ils ont perdu 10% de leurs sympathisants. Les socialistes ne sont plus seuls à peiner pour faire aboutir une initiative populaire ; quatre mois avant l'échéance les radicaux constatent avec consternation qu'il leur manque plus de la moitié des signatures nécessaires pour faire aboutir leur initiative fiscale.

Certes les petites formations ont profité du recul des grandes : leur cote d'amour a passé de 9 à 11% depuis 1983 et elles ont pu faire leur entrée dans plusieurs parlements cantonaux et communaux ou y consolider leurs représentations. Mais l'intérêt accru qu'elles suscitent, essentiellement dans les régions urbaines, n'est pas suffisant pour contrecarrer la tendance générale à l'indifférence à l'égard des partis politiques.

Les citoyens ne délaissent pas seulement les organisations politiques ; c'est à la politique tout court qu'ils tournent le dos : un tiers seulement avoue un intérêt général pour la chose, contre 43% en 1983, et 30% déclarent participer à toutes les votations. Et encore, ces citoyens actifs, nous le savons, ne sont pas toujours au clair quant à la matière sur laquelle ils sont appelés à se prononcer.

Bref, le modèle démocratique en Suisse ne donne pas les signes d'une santé éclatante. Les optimistes rétorqueront que le phénomène n'est pas nouveau, que l'indifférence des citoyens est en définitive l'expression d'un taux élevé de satisfaction : les peuples heureux n'ont pas d'histoire, dit-on ; faut-il ajouter que la politique n'est pour eux qu'un souci marginal ?

Cette appréciation rassurante est peut-être valable dans une période de croissance où le consensus est d'autant plus facile que tous les groupes sociaux participent d'une manière ou d'une autre à la prospérité collective. Dans la situation actuelle, elle relève de l'aveuglement. Depuis la fin des années 60 l'activisme politique n'a cessé de prendre de l'importance.

(suite au verso)

LE BAROMETRE DE L'OPINION

(jd) On connaît les analyses Vox qui, après chaque votation fédérale, déterminent les caractéristiques sociologiques des partisans et des adversaires du projet, ainsi que les motifs qui ont guidé leur choix. Univox est une entreprise plus ambitieuse : il s'agit d'observer de manière régulière l'état de l'opinion helvétique - thèmes prévus : vivre en Suisse, vie publique, économie et indépendance - et de constituer

une banque de données permettant de saisir l'évolution de l'opinion.

L'entreprise est placée sous la responsabilité des instituts spécialisés en collaboration avec la Société suisse pour la recherche sociale appliquée à Zurich, et financée par des abonnements souscrits par des entreprises, des médias, des organisations et des partis politiques.

La politique n'est plus ce qu'elle était (suite)

Cet activisme se manifeste aussi bien du côté des conservateurs, effrayés par la vitesse de l'évolution de la société, que de celui des alternatifs, inquiets des effets négatifs de cette évolution et porteurs d'autres valeurs.

Certes les manifestations de mécontentement n'empruntent plus ou seulement dans une moindre mesure, le chemin de l'urne.

L'insatisfaction est plus difficilement canalisée par les grandes organisations ; elle s'exprime ponctuellement, directement et dans des formes "sauvages" : occupations, grèves, manifestations, désobéissance civile. Au désintérêt pour la politique institutionnelle et ses règles du jeu répond un intérêt accru pour la politique conçue comme la prise en charge directe des problèmes par des groupes ad hoc et temporaires.

La politique n'est plus ce qu'elle était, mais on ne sait pas encore ce qu'elle sera. Erich Gruner voit

une chance de survie pour cette "nouvelle" politique, à condition que les mouvements multiples qui l'animent trouvent un dénominateur commun et regroupent leurs forces au sein d'une organisation nationale ; à condition qu'ils parviennent à dépasser les thèmes restreints qui ont présidé à leur création et à proposer un nouvel éclairage pour tous les problèmes importants. A moins que les partis traditionnels, conscients du danger, accomplissent une révolution culturelle pour répondre à cette nouvelle demande.

JD

URBANISME LAUSANNOIS (2)

Une instrumentation à plus grande échelle

■ (vr) Avant que les Jeux olympiques de 1992 ne se déroulent à Barcelone, de nombreuses autres manifestations auront pour cadre la cité catalane. Parmi elles, un séminaire organisé par le Comité d'experts en cartographie, statistique et terminologie. Des spécialistes européens se retrouveront pour évaluer les possibilités qu'offre la cartographie assistée par ordinateur en vue d'une occupation rationnelle du sol. Les travaux du séminaire se veulent une contribution à la 8^e Conférence des Ministres européens responsables de l'aménagement du territoire (CEMAT), qui se tiendra en 1988 en Suisse, éventuellement à Lausanne. Son thème, "occupation rationnelle du sol - bases et facteurs limitatifs de notre développement" intéressera directement notre pays. Pour l'heure, au programme de la réunion espagnole, des visites sont prévues. L'une d'entre elles permettra aux participants de découvrir un système cartographique automatique au 1:500^e destiné à faciliter les actions d'aménagement intégré ainsi que la localisation des services. Il servira en même temps de cadastre à la capitale catalane. A l'évidence, la "Movida" s'est emparée de tous les secteurs de la vie ibérique. Il ne faut pas fétichiser la carte ou le plan, pas plus en urbanisme qu'en

aménagement du territoire. Selon le dicton anglais "la carte est un premier pas, elle ne doit pas avoir le dernier mot". On est cependant en droit de se demander, devant les échecs répétés des projets d'urbanisme lausannois au cours de ces dernières années, si la capitale vaudoise dispose bien de l'instrumentation suffisante pour orienter politiquement et intégrer spatialement des opérations nouvelles de plus ou moins vaste envergure.

Lors de la présentation du dernier projet du Flon, les partisans, lorsqu'ils devaient raccrocher l'opération à un programme urbain élargi, à un plan d'ensemble, se référaient au plan directeur de la région lausannoise. Il faut dire ici que ce plan de 1973 a été élaboré au 1:20'000^e. Le document actuellement en consultation qui constitue sa révision n'agrandit pas l'échelle et traite des aspects techniques comme si le problème des options politiques à l'amont avait été réglé. Or, près de vingt ans après sa création, la région lausannoise - entité porteuse d'avenir aux yeux du syndic d'alors G.-A. Chevallaz - est toujours à la recherche des ses marques, en fait d'un véritable programme et ne va pas loin dans le décompte de ses réalisations concrètes. Dans ces conditions, ni dans son contenu, ni dans son échelle, le plan

directeur de la région lausannoise ne peut constituer pour les autorités de la ville le document de référence permettant d'évaluer, au besoin d'infléchir des opérations individuelles appelées à remodeler plus ou moins fortement l'espace urbain.

Le maintien au niveau local du pouvoir en matière d'urbanisme continue à être considéré comme positif dans notre système, à condition toutefois que les collectivités locales se dotent de l'instrumentation indispensable à une stratégie urbaine cohérente. Or à Lausanne cette dernière n'a jamais donné lieu à une représentation, à une illustration justement constituée par un plan directeur communal dont l'échelle se situerait entre celle du plan régional et celle du plan d'affectation ou des plans de quartier. Seul un tel document, avec tout le travail politique qu'il implique dans son élaboration et qui en fait plus un moyen qu'une fin pourrait permettre aux Lausannois de se réapproprier d'une certaine manière leur ville, de s'y réidentifier et de participer à nouveau à un vrai dialogue.

Même si le vent de la déréglementation n'est momentanément pas très favorable au type d'exercice évoqué, nous persistons à le croire indispensable. Dans sa version de 1964, la Loi cantonale sur l'aménagement du territoire prévoyait que les communes de plus de 1000 habitants devaient se doter d'un plan directeur. Cette exigence a été maintenue dans la nouvelle loi qui entrera en vigueur en 1987. La ville de Lausanne n'a pas cru devoir s'y plier et le Canton n'a pas cru devoir intervenir ; avec quel moyen aurait-il pu d'ailleurs le faire ?

Cinquante et une communes dans seize districts bernois bénéficient de la péréquation financière cantonale cette année. Les districts les plus assistés sont ceux de Wangen (sept communes) et de Konolfingen (six). L'UDC a 3 députés au Grand Conseil sur 5 dans le premier et 6 sur 11 dans l'autre.

EN BREF

Heureuse Alliance des Indépendants : le bilan social de Migros nous apprend (page 66) qu'elle disposera d'une enveloppe de douze millions de francs pour les années 86 à 89, en remplacement de la dotation annuelle. Cet argent doit permettre une meilleure planification à long terme.

La principale fédération de coopératives agricoles du pays, le VOLG, basé à Winterthur, vient de fêter le centenaire de sa fondation et chapeaute aujourd'hui 750 commerces d'alimentation et de produits agricoles.

Il est en fait sans intérêt de chercher à savoir à qui cette absence de conception a été le plus dommageable. En revanche, on doit se demander si, excepté l'instauration d'un climat de résignation peu compatible avec la démocratie vivante, des projets particuliers ont encore des chances d'aboutir sans ce référentiel politique, sans cette toile de fond spatiale. Poursuivre dans une politique aussi hasardeuse serait regrettable car le moment de faire du bon urbanisme est venu et les occasions ne manquent pas à Lausanne.

REFUGIES A GENEVE

B. Ziegler, noir ou blanc ?

■ (réd.) "Réfugiés en Suisse : au-delà du noir et blanc" : la situation genevoise n'a jamais paru aussi éloignée de l'appel que le Groupe de Grancy lançait dans une brochure d'octobre 1984 publiée par *Domaine Public* sous forme de numéro spécial (DP 748). La tension est à son comble entre les autorités et les milieux de soutien aux réfugiés.

Après le cas Mafuta, cette famille zaïroise hébergée très ouvertement par une paroisse pour la soustraire à l'expulsion (et qui donne lieu chaque semaine à une manifestation sur le modèle des Mères de la place de Mai en Argentine), voici le cas Gursoy, une famille turque dont le père a été expulsé par la police et la mère et la fille sont en instance de l'être. Le paroxysme médiatique a été atteint avec le geste du Conseiller d'Etat Föllmi se désolidarisant du Gouvernement et accompagnant l'enfant à l'école pour empêcher son expulsion.

Les camps sont bien tranchés. D'un côté le socialiste (renégat ?) Bernard Ziegler et la majorité du Conseil d'Etat mènent une politique impitoyable, de l'autre les militants et un Conseiller d'Etat qui a du cœur tentent d'arracher une solution humaine pour des cas tragiques. Mais les enjeux, les acteurs et leur position respective sur l'échiquier sont-ils réellement ceux-là ?

Des solutions intelligentes

Après l'échec, en août 85, de la solution globale préconisée par Mme Kopp pour les anciens requérants en voie d'expulsion, Berne avait décidé que quelques permis humanitaires seraient accordés par la Confédération dans chacun des cantons concernés. On parlait d'une vingtaine de permis pour Genève. De fait, Bernard Ziegler en a déjà décroché 66 au début de cette année, bien davantage qu'aucun autre canton. Et le Conseil d'Etat a mis en place une Commission des sages chargée de sélectionner les autres anciens requérants qui constituent des cas de rigueur. C'était tirer intelligemment le maximum des dispositions prises par Berne. Or les cas emblématiques sur lesquels se fait aujourd'hui l'affrontement sont justement parmi ceux que la Commission des sages a estimé ne pouvoir soutenir.

Il n'y a pas que les anciens requérants, il faut aussi penser aux futurs anciens requérants : ceux qui reçoivent aujourd'hui seulement une décision de refus de l'asile alors qu'ils sont ici depuis des années. Bernard Ziegler a obtenu que

Berne accepte et institutionnalise l'examen de toutes les demandes pendantes sous l'angle du permis humanitaire. L'autorité fédérale, au terme de la procédure d'asile et si la requête n'est pas conforme à la loi, ne prononce plus seulement le refus accompagné de l'expulsion ; elle doit choisir, sur la base d'un préavis cantonal, entre l'expulsion, le permis humanitaire ou l'internement. Les requérants trouvent ici la prise en compte humainement indispensable du retard mis par l'autorité fédérale pour rendre ses décisions. Pour Genève, là aussi, c'est la Commission des sages qui donne le préavis du canton. Et ça marche : jusqu'à présent, les permis humanitaires demandés dans ces cas ont été accordés.

Donnant donnant

Les cas aujourd'hui montés en épingle témoignent d'une méconnaissance du rôle central de la Confédération, seule habilitée à ne pas expulser, d'une surévaluation du pouvoir du canton en la matière et d'un refus de reconnaître ses efforts. Il y a erreur sur l'enjeu : en refusant que la Commission des sages fasse un choix et ne demande pas de permis humanitaire pour les cas qui ne lui paraissent pas pouvoir être défendus, on met en danger tous ceux qui, eux, peuvent être défendus et pour lesquels elle les demande, aujourd'hui et à l'avenir. Berne ne donnera pas (plus) de permis humanitaires aux uns sans que le départ (volontaire ou par expulsion) des autres ne soit assuré.

La générosité incontestable de bon nombre de militants du droit d'asile, confrontés à des situations individuelles qui humainement sont toujours dramatiques, se double ici d'une incapacité politique manifeste. Quand s'y ajoute un brin de bonne conscience démagogique et la soif du martyr (par personne interposée) qui continue de sévir parmi certains militants chrétiens ou de gauche, le pire n'est pas loin.

Mais le plus grand mystère de cette affaire paraît bien être l'incapacité du Conseil d'Etat à "vendre" une politique dont il n'a vraiment pas à rougir.

Faire plus d'enfants ... ou en adopter

■ (mam) On reparle périodiquement du vieillissement de la population, maladie des sociétés développées à laquelle la Suisse n'échappe pas, puisque son taux de natalité se situe au-dessous de celui de tous les pays d'Europe, RFA et Danemark exceptés. Le thème a été traité dans le no 48 de la *Revue de l'Université de Lausanne*. Il a également constitué le sujet du cours d'ouverture donné par le nouveau doyen de la faculté des Sciences sociales et politiques, M. Pierre Gilliand. Si vieillir constitue une certitude pour demain, le taux de renouvellement des générations ne peut être formulé que comme une hypothèse. Alors, politique nataliste - à condition de dépasser la "farce idéologique" - ou recours à l'immigration ?

Le vieillissement d'une société ne doit pas être confondu avec la longévité de ses membres pris à titre individuel. Il se définit comme l'augmentation de la proportion des personnes âgées au sein d'une population.

Pierre Gilliand rappelle que ce vieillissement démographique pose toute une série de problèmes économiques et socio-culturels, notamment d'adaptation de la population aux techniques en expansion rapide. Fondamentale et trop souvent négligée est la dimension éthique : allonger la vie pour quoi faire ? Sommes-nous en mesure de donner de la vie à ces années supplémentaire que la science a conquises sur le destin ? Les vieillards doivent-ils se contenter de vivre "entre parenthèses" ?

Bien souvent, l'arrêt des activités professionnelles et la perte du compagnon signifient une sorte de "mort sociale" qui précède la mort physique.

Sans chercher à noircir le tableau, Pierre Gilliand en appelle à une vue d'ensemble de ces problèmes, qui fait encore trop souvent défaut : "nous vivons en un temps où se multiplient les spécialistes qui savent presque tout sur presque rien". Plus loin, il s'en prend aux "économaniques" qui "font l'impasse sur les problèmes éthiques, dont l'aune monétaire n'est pas la mesure". L'Université doit rester un lieu de formation, de réflexion, d'échanges et de préparation aux décisions et à l'action. Car selon le doyen de la faculté des SSP, les problèmes liés au vieillissement sont actuellement traités avec désinvolture.

Quand les analystes nous disent qu'en 2025, notre pays comptera 2/3 de vieillards de plus qu'aujourd'hui, nous sommes dans le domaine des certitudes. Pour ce qui est des naissances et donc de la population totale, on ne peut avancer que des hypothèses, qui aboutissent toutes à des projections pessimistes. Pourquoi ?

- les divorces sont de plus en plus nombreux (1 premier mariage sur 3). Les naissances hors mariage sont rares et 1 femme sur 3 reste célibataire
- compte tenu de ce qui précède et des couples stériles ou choisissant de ne pas avoir d'enfants, il faudrait 4 enfants par famille pour assurer le renouvellement des générations. Or, le modèle prépondérant tend de plus en plus à être celui de la famille à 2 enfants, voire à enfant unique

- une véritable politique nataliste devrait agir à la fois sur tous ces facteurs, ce qui est particulièrement difficile. La fécondité ne se modifie pas par décret

D'ailleurs, remarque Pierre Gilliand, la famille aujourd'hui est pénalisée. "Balance : l'enfant dans un plateau, loisirs, biens et services dans l'autre. La société marchande pèse sur le second plateau par de multiples incitations à consommer". Notre législation sociale est d'inspiration masculine, la femme est présentée comme mère au foyer mais, paradoxalement, cette activité n'est pas rémunérée. La mère n'a pas de droits propres puisque même sa rente vieillesse est dérivée du travail de son mari. Situation on ne peut plus injuste, le travail d'une mère de famille consistant précisément "à élever

les futurs producteurs et les futurs pourvoyeurs de retraite". Le discours nataliste restera donc une "farce idéologique" tant qu'il ne s'accompagnera pas de changements profonds dans le statut de la femme et le comportement de l'homme.

Reste la solution de recourir à l'immigration ... on imagine les résistances que cette idée peut rencontrer. Si l'on se fixe comme objectif un rajeunissement de notre population, il

■ (cfp) L'antisémitisme est-il en train de renaître en Suisse ? Si l'on en croit les craintes émises par le psychiatre Emmanuel Hurwitz, il semblerait que certaines tendances anti-israéliennes de la gauche soient en fait dirigées contre les Juifs.

Député socialiste au Grand Conseil zurichois depuis 1979, Hurwitz a abandonné son mandat et quitté le parti en 84. Dans une interview accordée à la *Berner Zeitung* (14.10), il refuse d'exhorter tous les Juifs à suivre son exemple. Il constate que la situation varie d'une section à l'autre et note que dans la sienne, politiquement très à gauche, il sentait une pression. Il considère d'ailleurs sa démission comme une expulsion - qui lui a en quelque sorte fait perdre sa patrie - et se

Antisémitisme :

qualifie aujourd'hui de social-démocrate sans parti.

Hurwitz n'est pas un inconditionnel de l'Etat d'Israël ; en 1982, il avait été parmi les trente-six Juifs suisses à protester publiquement contre l'entrée des troupes d'Ariel Sharon au Liban. On ne peut pas non plus le soupçonner de sympathies bourgeoises ; il avait, au début des années 80, pactisé ouvertement avec les mouvements de jeunes qui troublaient la vie zurichoise.

Emmanuel Hurwitz vient de publier un livre sur l'antisémitisme d'hier et aujourd'hui, sous le titre *Bockfuss, Schwanz und Hörner* Nagel et Kimche, Zurich. Le titre fait référence à un souvenir de jeunesse : un camarade de classe lui disait un jour avoir appris dans une leçon de catéchisme que les Juifs portaient des sabots de

faudra accepter des migrants en provenance de zones de "recrutement non traditionnel", ce qui est exactement le contre-pied de la politique limitative actuelle.

Au début du 21^e siècle, la Suisse a donc de fortes chances de compter plus de personnes âgées, au-delà de 65 ans, que de jeunes de moins de 20 ans. Situation jusqu'ici inconnue. Il ne nous reste qu'à nous y préparer.

bouc, une queue et des cornes. Avouant son origine, le jeune Hurwitz ne parvint pas à convaincre son camarade qu'un Juif puisse ne pas porter ces attributs sataniques. Le livre a été présenté dans plusieurs grands journaux alémaniques, souvent avec des interviews de l'auteur. De nombreuses lettres de lecteurs sont venues confirmer les difficultés et les brimades que les enfants juifs durent subir avant et pendant la dernière guerre. Dans la *Züri Woche* du 18 septembre, un lecteur se souvient que l'antisémitisme dans les années vingt était prêché ouvertement dans les églises, aussi bien catholiques que protestantes. A l'époque, rares étaient ceux qui osaient s'y opposer.

aussi chez nous

L'antisémitisme n'a assurément plus aussi bonne presse de nos jours, mais est-il vraiment mort ? On peut se poser la question en lisant l'édition du 20 septembre de la feuille *Eidgenoss*, trouvée au kiosque de la gare de Zurich. Un appel signé par les amis vaudois du journal de Winterthur demande au Conseil fédéral et à tous les gouvernements cantonaux de faire pression sur les autorités vaudoises pour obliger le rabbin Georges Vadnai à fournir des preuves de l'existence des chambres à gaz. Selon les signataires, Mme Mariette Paschoud doit être maintenue dans toutes ses fonctions tant que ces preuves n'auront pas été fournies. *Eidgenoss* propose également à ses lecteurs le livre contesté d'Henri Roques pour le prix de 37 frs. ou 45 DM.

TAXES D'ORIENTATION

Limiter les engrais

■ (jd) Nous avons présenté dans ces colonnes les caractéristiques de la taxe d'orientation dans les domaines du chauffage (DP 836) et des carburants (DP 837). Par cette taxe, il s'agit d'obtenir une modification des comportements en jouant sur la motivation économique des individus plutôt qu'en multipliant les réglementations.

Récemment, un agriculteur de Tann, dans le canton de Zurich, a proposé une taxe sur l'azote comme moyen de réorienter la politique agricole (NZZ, 16.10.86).

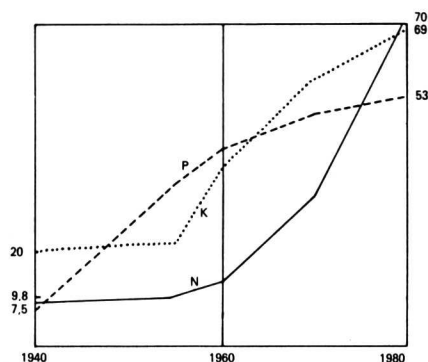
Ce paysan observe que les interventions de l'Etat, bien que procédant d'une intention louable, conduisent fréquemment à des résultats négatifs, aussi bien pour la collectivité que pour les agriculteurs. Ainsi par exemple des subventions accordées pour l'assainissement des bâtiments agricoles : le bénéficiaire a tendance à surdimensionner ses installations et à privilégier en conséquence les formes intensives d'exploitation afin de pouvoir nourrir un plus grand nombre d'animaux. L'aide publique ne contribue pas à améliorer les conditions de travail de l'agriculteur, grâce à la rationalisation ; elle pousse au contraire ce dernier à accroître sa production, ce qui engendre de nouvelles charges pour l'Etat, appelé à résoudre le problème des surplus.

Ce comportement est encouragé par le système des prix garantis : pour améliorer ou parfois même pour maintenir son revenu, le paysan est conduit à produire plus grâce à une utilisation accrue d'engrais. Une agriculture subventionnée ne favorise pas seulement une surproduction endémique - et donc de nouvelles interventions étatiques pour limiter ou diriger la production ; elle engendre des méthodes de culture qui dégradent le sol et le paysage et polluent les eaux.

D'où la proposition de l'agriculteur zurichois de taxer fortement à la source - à la frontière et à la fabrication - le véritable moteur de la croissance végétale, l'azote. Le renchéris-

sement de cet engrais devrait pousser les paysans à optimiser l'utilisation des fertilisants chimiques - les quantités nécessaires de potassium et de phosphate sont en relation directe avec la quantité d'azote ; des cultures moins dopées sont aussi moins sujettes aux maladies cryptogamiques, d'où un moindre besoin de fongicides.

Trop d'engrais signifie une surproduction et l'écroulement des prix ou, pour le moins une intervention financière de l'Etat. Une production mieux adaptée à la demande permettrait de relever le niveau des prix agricoles et de compenser ainsi la perte de revenu occasionnée par la baisse de la production. Avec un avantage considérable : le sol serait traité avec ménagement, ce qui constitue une garantie de sécurité pour la production future. Si des prix différenciés et des paiements directs sont nécessaires au maintien des exploitations familiales, une taxe sur l'azote est seule à même d'influencer les méthodes de culture et les quantités produites sans réglementer plus encore l'activité agricole.



Utilisation totale d'engrais en Suisse de 1940 à 1980 (en milliers de tonnes)

P : phosphate

K : potassium

N : azote

Source : données statistiques et estimations de l'Union suisse des paysans, Brougg

L'INVITE DE DP

Le "Progrès"

L'autre jour, dans une réunion de contemporains dans la quarantaine, quelqu'un a soudain élevé le ton pour demander aux uns et aux autres si nous croyions encore au progrès. Cette question fit l'effet d'un pétard. Il y eut un long moment de silence qui m'a beaucoup donné à réfléchir, car il y a vingt ans encore, nous étions tous habités par une certitude : le progrès était à portée de main et nous allions en être les promoteurs, chacun dans nos domaines variés de spécialisation.

Or, il n'en a manifestement rien été. Le silence gêné et paradoxalement éloquent en était le témoin. Pourtant, ces vingt dernières années ont été jalonnées de progrès de toutes sortes. Si l'on avait demandé au biologiste de résumer les découvertes majeures de sa science, il en aurait eu pour toute la soirée. Idem pour le médecin et l'ingénieur, sans parler de l'informaticien qui était également présent. Je comprends à la rigueur que le juriste et l'économiste de service, votre serviteur, nous tenions col, car nos disciplines n'ont pas beaucoup évolué, un peu à l'image du lettré qui s'était fait excuser.

En méditant sur ce silence, je suis arrivé à une conclusion. Le progrès avec un grand P ne dépend pas seulement de découvertes scientifiques et d'une meilleure compréhension des phénomènes qui nous entourent et conditionnent notre vie. Ce que l'on appelle progrès doit être lié à l'intégration du savoir dans le faire et à l'amélioration de la condition de l'homme, de tous les hommes.

Les démographes prétendent que dans la première dizaine de jours du mois de juillet 86, le cinq milliardième homme est venu au monde. Dans quel monde ? Un monde qui, avec une probabilité de 4/5, n'est capable ni de le nourrir adéquatement (ou de lui fournir le minimum alimentaire vital)

ni, à plus forte raison, de lui transmettre quelque savoir, encore moins le fameux progrès scientifique que certaines de nos disciplines ont réalisé durant ces vingt dernières années.

Mais il n'est pas nécessaire d'être ce malheureux nouveau-né pour s'interroger sur la validité de ce que l'on appelle progrès. Nous autres qui sommes bien nourris, trop bien nourris, qui croulons collectivement sous des excédents agricoles et viticoles, n'avons pas non plus de quoi pavoiser !

Sournoisement, une espèce de peur nous habite, la peur - peut-être la certitude - que nous n'avons aucune prise sur un certain nombre de technologies mises au point par nous-mêmes ou par nos collègues. C'est évident du côté des armements. La menace est tellement folle que nous nous réfugions tous dans l'oubli freudien. Mais sur le plan civil, d'autres spectres nous persécutent. L'enchaînement production d'énergies - consommation d'énergies - pollution nous divise en deux camps également simplificateurs, à savoir les champions de la fuite en avant, souvent adeptes du nucléaire, et les écolos un peu avant-hiéristes, qui se réfugient dans le discours pour lutter en faveur de la biosphère.

Il est normal, dans ces conditions, que même le médecin doive rester silencieux devant la banale question de la signification du progrès, lui qui vient de passer dix ans à peaufiner sa technique de fécondation "in vitro", qui lui permet de produire encore deux ou trois bébés supplémentaires. Le juriste, quant à lui, a intérêt à se taire, car au fond de lui-même, il se sait responsable de la seule réussite incontestable de ces vingt dernières années : le triomphe du légalisme et de la bureaucratie ! Quant à l'économiste, il est tellement honteux des dizaines de millions de chômeurs qu'il n'avait

pas prévus et pour lesquels il n'est pas capable d'imaginer de remède, qu'il a depuis belle lurette abdicqué en faveur d'une race providentielle, les nouveaux chefs d'entreprise, que l'on nous présente comme vecteurs de l'es-salimage du véritable progrès.

Peut-être y a-t-il dans cette nouvelle idéologie du progrès un fond de vérité. Le progrès en lui-même n'est rien avant d'avoir fait ses preuves sur le plan social. Et quel serait donc le critère de qualité ? Pendant vingt ans, ou peut-être davantage, notre civilisation n'a pas démordu du critère de l'efficacité productive. Plus on produisait, mieux ça valait. Le progrès se mesurait en pour-cent du produit national brut. Le charme de cette extraordinaire simplification est rompu. Et si nous sommes gênés de dire tout haut les nouveaux critères d'aujourd'hui, c'est qu'ils nous paraissent singulièrement anachroniques, au point qu'on a de la peine à les lancer dans une discussion d'"intellectuels". Ce sont la paix, la convivialité, la justice distributive, le respect d'autrui et de la nature, etc. Vous voulez en savoir davantage, prenez le Nouveau Testament.

Peter Tschopp

L'invité de DP s'exprime librement dans cette tribune. Peter Tschopp est professeur d'économie politique à l'Université de Genève

DP Domaine Public

Rédacteur responsable :

Jean-Daniel Delley

Rédacteur : Marc-André Miserez

Ont collaboré à ce numéro :

Jean-Pierre Bossy

François Brutsch

André Gavillet

Charles-F. Pochon

Victor Ruffy

Points de vue :

Jean-Louis Cornuz, Peter Tschopp

Abonnement :

60 francs pour une année

10 francs jusqu'à fin 86

Administration, rédaction :

Case 2612, 1002 Lausanne

Saint Pierre 1, 1003 Lausanne

Tél : 021 / 22 69 10

CCP : 10-15527-9

Composition et maquette :

Domaine Public

Impression :

Imprimerie des Arts et Métiers SA

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

Bondieuseries & Co.

L'autre jour, je m'étonnais de ces fidèles réunis dans l'église de Paray-le-Monial et qui *applaudissaient* à la fin de la prière pontificale...

C'est un peu partout qu'on rencontre des signes semblables, qui témoignent de la parfaite absence, chez un nombre croissant de nos contemporains, de tout sentiment du *sacré* :

Dans la *Tribune de Genève* du 10 octobre passé, je lisais un article consacré à la rencontre Reagan-Gorbatchev en Islande - dans les mêmes lieux que celle du champion du monde des échecs, Spasski, et de son challenger, Bobby Fischer, lequel l'emporta, mais renonça bien-tôt après au noble jeu pour se consacrer, semble-t-il, à la méditation. Fort bien. Voilà ce que devient l'épisode, conté par la *Tribune* "En 1972, le jeune prodige de Los Angeles y arracha la couronne mondiale des échecs avant de *sombrer dans la religiosité*"!! Façon merveilleuse d'exprimer la chose !

Grâce à Mme Paschoud, nous savions déjà que fort probablement, le Christ n'a jamais été crucifié. Mais il subsistait quelques ombres au sujet de celui que Victor Hugo appelle "Le Passant mystérieux". Dieu merci, tout est clair aujourd'hui : Jésus était un honnête charpentier, qui vers la trentaine, suite à la rencontre qu'il fit d'un illuminé marginal, a traversé une crise et a *sombré dans la religiosité* ! Ce qui explique qu'il ait renoncé à construire les solides charpentes qu'il avait appris à édifier avec son papa, pour sillonner le pays et se livrer à mille excentricités.

Et François, donc, d'Assise ... Un fils de bonne famille, pourtant. Lui aussi a sombré : il s'est mis à haranguer les oiseaux et les loups - on ne disposait malheureusement pas de neuroleptiques à l'époque ; à cet égard, le pronostic est nettement moins sévère dans le cas de Fischer.

Et Jeanne, la bergère, qui entend des voix, abandonne ses moutons et se met en tête de libérer la France - je vous demande un peu ! Si je vous disais que j'ai connu un garçon pas bête du tout, qui a renoncé à devenir vétérinaire pour embrasser la carrière de pasteur ... Lui aussi : *sombré dans la religiosité* ! Effrayant, tout ça, non ?

Je vous disais : enthousiasmant, *Le Dixième Ciel* de Barilier. *Le Dixième Ciel* et le douzième roman - sans préjudice de quatre essais - l'auteur n'a pas quarante ans !

Consacrer un roman à Pic de la Mirandole, qui publia en son temps 900 thèses (neuf cents...) "de omne re scibili" - "de tout ce qu'il est possible de savoir" - et accessoirement à Laurent le Magnifique, c'est-à-dire à Florence ; à Botticelli, Machiavel, Savonarole : j'avoue que lorsque Barilier m'exposa le sujet de son livre, voici quelques mois ; puis lorsque je lus le prière d'insérer, qui faisait allusion à la Renaissance, mais aussi à la Kabbale, aux philosophies arabes (ignorant que j'allais rencontrer Avicenne et Averroès, alias Abu al-Walid Muhammad ibn Ahmad ibn Muhammad ibn Ruchd - vous connaissez ?), je fus abasourdi. Et rempli de craintes : le romancier n'allait-il pas succomber sous le poids de l'érudition - de son érudition ? Parviendra-t-il à donner vie, à donner un corps à ses héros ? à faire en sorte qu'ils ne restent pas des marionnettes, mais deviennent des êtres de chair et de sang ?

Eh bien oui, selon moi le miracle s'opère, et pour la première fois peut-être, Barilier qui m'a toujours intéressé, qui m'a toujours fasciné, me touche et m'émeut. Mais de ceci, une autre fois.

JC

L'hebdomadaire *Die Wochenzeitung* (WOZ) sort ses griffes : des affichettes ont été posées dans les transports en commun de sept villes alémaniques. Un numéro promotionnel de quatre pages a été encarté dans une édition du *Tages Anzeiger*. Ce sont ainsi plus de 600'000 lecteurs potentiels qui ont pu prendre connaissance de l'existence du journal qui se proclame "organe de l'opposition dans le pays". Cette opération a coûté 35'000 francs (financement assuré par les amis du journal).

Les éditions de *Tercüman*, *Hürriyet* et *Milliyet*, quotidiens turcs que l'on trouve dans notre pays sont fabriquées en Allemagne et diffusées dans toute l'Europe. Elles contiennent aussi de la publicité suisse.

ECHOS DES MEDIAS

Le numéro du 30 octobre de l'hebdomadaire *Coopération* consacre sept pages aux radios locales romandes et à leurs difficultés à trouver des annonceurs. Richement illustré, l'article (signé Lison Méric) s'ouvre sur une photo pleine page d'Antoine Müller, animateur transfuge d'Acidule, assis à la table de mixage de Radio Lac. Le petit cercle d'habitues des studios de la place Chauderon 5 devra se contenter de cette allusion en forme de clin d'oeil, probablement involontaire car elle constitue la seule référence à la radio alternative lausannoise. Aucune mention d'Acidule dans le corps du texte, pas plus que dans le tableau des fréquences, où, bien entendu, Radio L n'a pas été oubliée. "Alors", se demandait la présentatrice du journal du dimanche Sylvia Monnat, "Acidule, ça existe ?" Si vous habitez la région lausannoise, réglez votre poste sur FM 102.8 pour avoir la réponse, 24h sur 24.

(jd) L'avenir de notre planète n'est pas rose. Le scénario du réchauffement tout d'abord et pour lequel les hommes sont responsables au premier chef. Si l'on en croit les informations données au cours d'un récent colloque sur les perspectives énergétiques, tenu à Baden, la température dans les régions alpines pourrait augmenter de 2 à 3 degrés d'ici 2030, à cause de l'effet de serre : on peut prévoir en effet un doublement de l'anhydride de carbone (CO₂) dans l'atmosphère, mais aussi l'augmentation de l'oxyde d'azote et du méthane, résultat de l'utilisation des combustibles et des carburants fossiles. Ces chercheurs imaginent pour 2030 une sécheresse importante en Amérique du Nord et probablement en Europe. En été la température pourrait monter de 6 à 9 degrés au centre des Etats-Unis, un saut plus important que le passage de l'ère glaciaire à notre ère.

L'AVENIR
DU FUTUR

Chaud froid

Mais, même si l'homme prend conscience du danger à temps et limite de manière draconienne ses émissions, il tombera inéluctablement dans l'autre extrême, une nouvelle période glaciaire. Selon les prélèvements effectués dans les glaces du Groenland, il semble en effet que les périodes tempérées ne durent pas plus de 10'000 ans et que nous atteignons la fin de l'une d'entre elles ; la fréquence des hautes pressions bloquées serait un signe caractéristique. Une diminution moyenne annuelle de un degré, a-t-on calculé, fait diminuer les récoltes de 27% ! Et il suffit d'une chute moyenne de quelques degrés pour ouvrir la porte de la glaciation. Les Esquimaux sont l'avenir de l'homme.

NOTES DE LECTURE

Entretiens avec Dimitrijevic

(ag) Jean-Louis Kuffer qui signe ces entretiens (1) n'a pas dialogué, questions - réponses, avec Vladimir Dimitrijevic. Il l'a écouté au sens fort d'une amitié intellectuelle profonde, puis il a recomposé cette parole captée : l'autobiographie d'abord (les exils successifs, à l'intérieur de la Yougoslavie, de Skopje à Belgrade, puis de Belgrade en Suisse où Dimitrijevic fut requérant d'asile). Après le récit du vécu, déjà porté par des croyances fortes vient la discussion directe et critique des valeurs de nos sociétés, celles de l'Ouest (Suisse et Suisse romande comprises) et de l'Est.

Ce livre associe de manière éclatante la littérature et l'énergie. Littérature et énergie ne sont pas antinomiques. Leurs rapports obsédaient Stendhal et c'est donc un lieu commun de la critique de cet auteur. Et toute approche d'une oeuvre essentielle fait découvrir non seulement l'énergie liée à l'acte créateur, mais celle qu'exige la rupture avec le conformisme ambiant, qui n'est pas simplement l'anti-conformisme dont on observe aujourd'hui tant d'exemples parfaitement intégrés.

Cette énergie, Dimitrijevic l'illustre. Vivre en Suisse, comme réfugié, travailler au noir pour un salaire d'exploité, se nourrir longtemps au régime pain et oignons et réussir à mettre sur pied, dans un domaine aussi difficile que celui du livre, une maison d'édition qui s'est imposée en Suisse, en France et au-delà, riche d'un catalogue prestigieux (où les auteurs romands ne sont pas snobés) autorise Dimitrijevic à utiliser dans son jugement social et littéraire le critère de l'énergie.

Les critiques de Dimitrijevic sur les valeurs littéraires dominantes dans la bourgeoisie vaudoise, abritant sa frilosité et sa peur de l'énergie sous le "mythe de Gustave Roud", sont sévères, amicales, toniques, justes ... et injustes dans la mesure où les vrais créateurs, il y en a, s'en libèrent, les dépassent ou y échappent.

Dans l'affrontement Est-Ouest, Dimitrijevic souligne l'importance exceptionnelle de l'oeuvre de

Zinoviev. Il le fait en des termes très proches de mon expérience personnelle que je m'excuse de citer ici : Zinoviev face aux représentants de l'intelligentsia occidentale, à Genève. Dimitrijevic parle d'une rencontre Edgar Morin - Zinoviev en 1983, j'avais entendu Zinoviev dans des circonstances analogues en 1981, lors des Rencontres internationales, et j'en avais dans DP (no 608) longuement dégagé la leçon.

Zinoviev, au lieu de se féliciter que l'intelligentsia occidentale oppose la liberté d'expression, d'information au totalitarisme soviétique, pressent et s'irrite d'une complicité de situation. La nomenklatura ne cesse de proclamer, vérité officielle, le triomphe des valeurs d'égalité, entraîné prétendument par la suppression de l'appropriation privée des moyens de production. Mais sous ce discours et par ce discours elle assure ses propres privilèges, souvent parasitaires. Or en Occident, l'explosion des moyens de communication, la culture de masse, la vulgarisation médiatique, les nouvelles dimensions etc. ont créé toute une classe sociale, relativement privilégiée, qui a pu se développer grâce à l'augmentation importante du revenu national et qui développe un discours critique ou égalitaire qui ne la remet jamais en question, mais conforte, par alibi, son privilège. La dénonciation d'une société totalitaire de nomenklatura ne consiste pas seulement à tenir un discours de liberté, pas du tout à faire croire à un "soft goulag" en Occident, mais aussi à remettre en cause les discours-alibi de l'intelligentsia.

Zinoviev affirme non avec menaces, mais avec une sorte de brutalité dogmatique. Prétexte pour écarter un discours qui dérange. Cette analyse, Dimitrijevic la remet au centre. Elle provoque la gauche, car elle touche un de ses milieux ou une de ses clientèles. Mais l'"énergie" d'une réflexion ne permet pas d'éluder la question de Zinoviev, relayée par Dimitrijevic.

(1) Vladimir Dimitrijevic, *Personne déplacée*. Entretiens avec Jean-Louis Kuffer. Ed. Pierre-Marcel Favre.